

# LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

## ABONNEMENTS :

Trois mois 4 fr. 50 ; Six mois 8 fr. ; Un an 16 fr.  
Etranger : Un an 8 fr.  
10 centimes le numéro.

## RÉDACTION ET ADMINISTRATION

AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL

PARIS. — 5, rue Rodier. — PARIS

## ADRESSER LETTRES ET MANDATS

A L'ADMINISTRATEUR - DÉLÉGUÉ  
RENÉ CHAUVIN

Le Conseil National rappelle à tous les Groupes et Syndicats adhérents la décision du Congrès de Romilly (1895), qui leur fait une obligation de s'abonner à l'Organe Central du Parti.

## VICTOIRE OBLIGE

C'est avec fierté qu'en reprenant sa place de combat dans l'armée internationale du travail, l'Organe central du Parti Ouvrier Français peut constater la glorieuse étape parcourue cette année même.

D'avril à juin, en trois mois, le socialisme qui ne connaît pas, qui ne saurait connaître de frontières, a eu quatre batailles à livrer, — et il les a gagnées toutes les quatre.

Les premiers à ouvrir le feu électoral ont été nos frères de Danemarck. Sortis neuf de la Chambre des représentants, ils y sont rentrés douze ; c'est trois sièges enlevés à l'ennemi, sans compter les minorités accrues dans les autres collèges.

Même succès en Belgique, où le Parti ouvrier, dans des élections législatives partielles, a pu ne retrouver que vingt-huit élus au lieu de vingt-neuf, mais a vu augmenter d'un tiers le chiffre de ses suffrages, passés de 240,200 à 322,900.

Plus triomphale encore a été la marche en avant de la vaillante Démocratie-socialiste allemande. De quarante-huit, ses représentants au Reichstag se sont élevés à cinquante-sept, en même temps que ses voix dépassaient les deux millions — 2,120,000 contre 1,786,000 en 1893. Or, de l'autre côté des Vosges, on n'est électeur qu'à vingt-cinq ans et, pour la première fois, nos amis ont trouvé contre eux coalisés — pour les scrutins de ballottage au moins — les partis bourgeois : les plus divisés jusqu'alors, depuis le Centre catholique jusqu'aux Progressistes et aux Démocrates.

En France, où cette coalition devient de plus en plus un fait général et permanent, nous avons pu subir ici et là quelques échecs plus retentissants que réels, mais loin qu'ait été entamée la fraction de notre prolétariat déjà organisée en parti d'émancipation sociale, elle sort de son triple duel contre l'Etat, l'Eglise et le Haut-Patronat descendu en personne dans la lice, avec des forces plus que doublées.

On était vingt-six socialistes dans l'ancienne Chambre : on est trente-huit dans la nouvelle. Et — ce qui importe par dessus tout — bien que, faute d'hommes et d'argent, nous n'ayons pu entrer en ligne que dans 248 circonscriptions sur 581, c'est, au premier tour de scrutin, plus de 800,000 voix que nous avons réunies, dont la moitié sur le programme et les candidats du Parti Ouvrier français.

De l'aveu de nos pires adversaires, il n'y a qu'un parti qui puisse se dire victorieux — et c'est le nôtre.

Mais victoire oblige. Notre devoir grandit et notre responsabilité s'étend avec le parti lui-même.

Plus nombreux sont les travailleurs qui viennent à nous, des champs et des villes, et plus nous avons à les défendre — et à leur apprendre à se défendre — contre les tentatives de détournement dont ils ne manqueront pas d'être l'objet, contre les contrefaçons du socialisme qui rôdent autour d'eux pour les égarer.

Combien, d'autre part, parmi ces nouveaux venus ne sont encore que partiellement, on pourrait dire électoralement à nous ! Il nous reste à les instruire, à les discipliner, à les entraîner pour les luttes ultérieures et décisives.

De ces électeurs d'hier nous avons à faire les militants de demain, des socialistes conscients et complets, — à leur tour recruteurs et éducateurs.

Pour cela, il convient de dégager de plus en plus la solution — l'unique solution du problème social — de tout ce qui n'est pas elle et se retournerait contre elle en la faisant perdre de vue. Au-dessus des réformes partielles — que nous ne dédaignons pas, mais qui ne sauraient être que des moyens, non le but, puisque, même réalisées toutes, elles laisseraient l'humanité aussi misérable, aussi sujette et aussi divisée contre elle-même — il est indispensable de dresser plus haut que jamais, comme un phare guidant et centralisant tous les efforts, l'unité de la propriété et de la production sociale que prépare la science et qu'exige la libération humaine.

Ce qui revient à dire que, loin de toucher à son terme, la propagande théorique et doctrinale qui a été la raison d'être et la gloire de notre parti, ne fait en réalité que commencer. Elle doit de plus en plus inspirer et dominer toute notre action.

Ce sera la tâche principale, sinon exclusive, du Socialiste réparé.

JULES GUESDE.

## POURQUOI

Nos élus ont, avec tous leurs collègues du groupe socialiste, voté l'ordre du jour dit de confiance envers le cabinet Brisson.

Serait-ce donc qu'ils aient confiance soit dans les hommes du radicalisme, soit dans ce qui peut subsister encore de leur ancien programme ?

En aucune façon.

Il n'est pas un socialiste qui ne sache et qui ne doive savoir que, mêmes réalisées, les pseudo réformes qui constituent tout le bagage radical laisseraient entières la misère et la servitude ouvrières et paysannes suspendues à la propriété capitaliste et ne pouvant finir qu'avec elle.

De même qu'il n'est pas un socialiste qui ne soit et ne doive être convaincu de la nouvelle faillite par laquelle auraient fini les radicaux, s'ils n'avaient débuté par elle en jetant par dessus le bord ministériel, avant même de se hisser au pouvoir, les deux seuls restes de leur ardeur réformiste éteinte, l'impôt global et progressif sur le revenu et la revision de la Constitution.

Non, nous n'attendons rien du ministère Brisson-Cavaignac-Bourgeois-Sarrien-Lockroy, et en lui donnant nos voix ce n'est pas un crédit que nous avons ouvert à ces banqueroutiers d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Si nous avons voté — et si nous avons dû voter — pour lui, c'est qu'il représente le maximum de division introduit dans la classe bourgeoise, dans les rangs ennemis.

Adieu la fusion en une seule masse réactionnaire de la bourgeoisie monarchique et de la bourgeoisie républicaine ! Adieu la Sainte-Alliance — conclue par Méline et par Léon XIII — de l'Etat et de l'Eglise contre le Socialisme en marche !

Jésuites et francs-maçons, la sacristie et l'école, la droite et la gauche sont à nouveau aux prises, et de cette guerre intestine entre nos adversaires de classe, notre propagande sortira plus libre.

Nous pourrions poursuivre, dans les conditions les moins défavorables, la conquête méthodique du peuple de l'atelier et des champs.

Voilà pourquoi et seulement pourquoi on a pu nous compter dans la majorité gouvernementale.

## Déclaration

Quoique ce qu'on appelle l'affaire Dreyfus n'ait pas mis et ne risque pas de mettre en mouvement la partie organisée et consciente du prolétariat, le Conseil national croit devoir rappeler aux travailleurs que leur place n'est ni d'un côté ni de l'autre des fractions militaires aux prises et également ennemies de notre classe et du socialisme.

Libre à la bourgeoisie politicienne et littéraire de se diviser sur la culpabilité ou l'innocence d'un capitaine d'Etat-Major ou d'un commandant d'infanterie et de s'entredéchirer au nom de la patrie, du droit, de la justice et autres mots vides de sens tant que durera la société capitaliste.

Les prolétaires, eux, n'ont rien à faire dans cette bataille, qui n'est pas la leur, et dans laquelle se heurtent des Boisdeffre et des Trarieux, des Cavaignac et des Yves Guyot, des Pellieux et des Galliffet. Ils n'ont, du dehors, qu'à marquer les coups et à retourner contre l'ordre ou le désordre social, les scandales d'un Panama militaire s'ajoutant aux scandales d'un Panama financier.

Nous entendons bien qu'il peut y avoir des victimes et que c'est pour leur libération que, faisant appel aux plus nobles sentiments, on voudrait nous entraîner dans la bagarre. Mais que pourraient être ces victimes — de la classe adverse — comparées aux victimes par millions qui constituent la classe ouvrière et qui, enfants, femmes, hommes, torturés dans les bagnes patronaux, passés au fil de la faim, ne peuvent compter que sur elles-mêmes, sur leur organisation et leur lutte victorieuse pour se sauver ?

C'est à elles, et à elles seules que se doit le Parti socialiste, le Parti ouvrier, qui, après avoir arraché, comme il était nécessaire, son masque démocratique à l'antisémitisme et exposé en pleine lumière son vrai visage de réacteur, ne saurait sans duperie et sans trahison, se laisser un seul instant dévier de sa route, suspendre sa propre guerre et s'égarer dans des redressements de torts individuels qui trouveront leur réparation dans la réparation générale. C'est à ceux qui se plaignent que la justice ait été violée contre un des leurs à venir au socialisme qui poursuit et fera la justice pour tous, et non au socialisme à aller à eux, à épouser leur querelle particulière.

De même que lors de l'aventure boulangiste, nous n'avons été ni rue de Sèze, ni rue Cadet. Ne voulant rien entendre ni à Ferry ni à Boulanger, socialistes nous étions et socialistes nous sommes restés, rappelant à leur devoir de classe les travailleurs tentés de se laisser prendre par les uns au nom de la République, à défendre, par les autres au nom de la pourriture opportuniste à balayer.

De même aujourd'hui, dans cette nouvelle crise que traversent les classes dirigeantes, nous n'avons à être ni Esterhazyens ni Dreyfusards, mais à rester parti de classe, ne connaissant et ne combattant que la lutte de classe pour l'émancipation du travail et de l'humanité.

A la chinoiserie d'une revision constitutionnelle par laquelle les habiles du radicalisme s'efforçaient de détourner de sa mission historique l'armée en marche des prolétaires, nous avons toujours opposé la réalité de la revision — ou de la révolution sociale, — qui est et doit être notre unique objectif.

A plus forte raison, à la revision de procès militaires ou civils pour laquelle on prétend aujourd'hui confisquer nos efforts, opposerons-nous et devons-nous opposer cette revision — ou cette révolution sociale, qui n'en finira pas seulement

avec tels ou tels grands chefs militaires, mais avec le militarisme lui-même qui ne fait qu'un avec le capitalisme et ne disparaîtra qu'avec lui.

Travailleurs de France, socialistes, à vos pièces, rien qu'à vos pièces, et feu sur tout ce qui n'est pas votre classe et votre cause !

## AUX URNES !

Les élections du 31 juillet trouveront le Parti debout, son drapeau largement déployé, dans plusieurs centaines de cantons.

Le temps n'est plus où, égarés par l'ennemi, ouvriers et paysans croyaient devoir se désintéresser du scrutin et livraient ainsi, comme un monopole, l'administration de nos départements à une poignée de riches, fabricants ou négociants et grands propriétaires, uniquement occupés à faire les affaires de leur classe quand ils ne tripotaient pas pour leur propre compte.

A l'école de l'expérience, ceux de l'usine et du champ ont compris toute l'importance de conseils élus qui ont dans leurs attributions la répartition de l'impôt, l'instruction, les routes, l'assistance publique, qui ont sous leur surveillance les préfets et décident, avec les délégués des communes, de la composition et du sort du Sénat.

Ils se sont rendu compte qu'ils constituent autant de tribunes où peuvent, sous forme de vœux, être portées toutes leurs revendications.

Ils se sont enfin convaincu qu'il n'est pas de position dont il n'importe de déloger la classe capitaliste, parce que le travail, qui produit tout, ne consomme rien, tant qu'il n'a pas pris l'administration, le gouvernement de tout.

Et les voilà en marche, à la conquête de ces assemblées cantonales dans lesquelles ont déjà pénétré un certain nombre des nôtres.

Il nous faut renoncer, faute d'espace, à donner la liste complète des candidatures à ce jour posées. Mais nous comptons sur nos groupes pour nous aviser, le soir même du vote, des résultats obtenus, que nous totaliserons dans le Socialiste qui suivra. Et, en attendant, nous ne risquons pas d'être démenti par l'événement, en affirmant que, cette année, sera considérablement élargie la première brèche ouverte en 1895 par le Parti ouvrier dans le pouvoir départemental.

## L'ANTISÉMITISME

M. Drumont et les jésuites qui le mènent ne mentent pas, une fois n'est pas coutume, quand ils jurent que l'antisémitisme n'est pas une question de race et de religion, pas plus que le nationalisme des Esterhazy, Déroulède, Norton, Motte et autres patriotes, n'est une question de patriotisme. L'antisémitisme, en effet, n'est qu'une question de boutique, il est une des formes de la concurrence économique.

Les antisémites déclarent abhorrer les juifs, quelle erreur ! ils les adorent. Nos aristocrates qui tous sont antisémites, comme il y a un siècle leurs pères étaient prussiens, aiment si tendrement les juifs qu'ils en épousent les filles et les millions par dessus le marché.

Les salons et les comptoirs des Rothschild, Ephrussi, Camondo et autres rois juifs de l'or, sont encombrés de ces farouches antisémites, de leurs femmes et de leurs filles mendiant la faveur de participer à leurs fructueuses spéculations. Les duchesses qui prétendent s'évanouir à l'odeur du juif, leur baisent les mains en public et autres choses en cabinet particulier pour leur soutirer des tuyaux de Bourse.

M. Drumont, qui mange du juif tous les matins, a raconté dans sa Parole, dite libre, parce qu'elle est aux ordres des jésuites, que son ami le marquis de Morès ayant à payer une dette d'honneur,

c'est-à-dire de jeu, au lieu de s'adresser à la générosité d'un des descendants de Coblenz, tapa la bourse d'un juif, de Cornélius Herz, comme d'ordinaire font les antisémites et les patriotes à la Esterhazy.

« Vous me demandez 20,000 fr., dit Herz ; je vous les donnerai, car un juif comme moi ne prête pas, mais donne aux fils des croisés, mais à une condition : M. Drumont viendra avec vous renouveler la supplique. » — « Entendu ! » répondit le marquis.

Et Drumont et Morès qui avaient déjeuné d'un juif, après s'être ouvert l'appétit en mangeant du Bon Dieu à la sainte table, vinrent humblement plier le genou devant la majesté sémitique, qui leur fit cadeau de 20,000 francs.

Les deux compères, en comptant dans l'escalier les billets de mille, ont dû se dire :

« Mais ils sont adorables, ces circoncis ! Dans toute la chrétienté, il n'existe pas un seul catholique, apostolique et romain assez peu soucieux de son argent pour nous lâcher 20,000 balles sans phrase et sans même nous demander la reconnaissance de l'estomac. »

Les antisémites n'en veulent pas aux juifs, mais à leur richesse, à leur commerce et à leur position sociale : aussi les voit-on à la première occasion lâcher le juif pour courir sus au protestant et au franc-maçon.

« Nous voulons balayer l'Etat-Major, aussi bien des protestants et des franc-maçons que des juifs », avouaient-ils tout haut, lors du procès Zola. Les patriotes antisémites veulent que les armées de la République soient commandées par les fils des nobles, qui, ligés aux Prussiens et aux Cosaques, ravagèrent la France. Il faut reconnaître qu'ils sont en train de réussir, ainsi que l'a démontré si courageusement Urbain Gohier.

Mais expulser les juifs, les protestants et les franc-maçons ne suffit pas à ces messieurs, ils veulent encore éliminer les catholiques qui ne sont pas reconnus, c'est-à-dire enrôlés dans la bande, ainsi que le déclarait dans son numéro de février 1898, la revue bi-mensuelle *La Croisade Française* que dirige le vicomte Demmeohadro.

La force militaire leur permettra de dominer le gouvernement et d'asservir la nation, afin de s'emparer des biens de la terre, qui sont leur unique paradis, puisqu'ils abandonnent aux pauvres d'esprit le royaume du ciel.

L'Eglise catholique est l'immense boutique ouverte aux quatre coins de la terre. Les ordres religieux qui ne trafiquent pas dans la mendicité et la captation des héritages, ont transformé leurs cloîtres en ateliers : les uns entreprennent des travaux de couture, auxquels sont condamnées pendant des douze et quatorze heures par jour les malheureuses orphelines, livrées à leur féroce charité ; les autres confectionnent des boissons alcooliques, des eaux dentifrices, etc. ; bientôt ils placarderont les murailles avec des affiches annonçant des panacées bénies contre les maladies vénériennes. Pourquoi pas ? Le Pape, du temps qu'il était roi, s'il châtrait les chanteurs de sa chapelle Sixtine, ouvrait des bordels pour ses fidèles ouailles ; les curés du moyen âge dirigeaient eux-mêmes ces lupanars ; aussi quand un Concile convoquait les chefs de l'Eglise, les prostituées de marque s'y rendaient avec leurs évêques et cardinaux.

L'accaparement des richesses « est long sur le terrain commercial, écrit *La Croisade Française*. Il est plus prompt sur le terrain financier, à cause des résultats énormes que donne le maniement de l'argent sur une vaste échelle. »

Faire de la Banque, voilà le dernier et suprême idéal de l'Eglise. Le Pape pour fonder une Banque catholique a béni les financiers les plus véreux, les Macé-Bernaux, les Bonthoux, les Fédér : mais ils n'ont su faire que des banqueroutes gigantesques, qui engloutirent les épargnes des naïfs catholiques, tandis que les juifs réussissent. Le Dieu d'Israël, qui est le Dieu des Chrétiens, ne peut tolérer un tel état de choses ; il faut donc qu'il dépossède les juifs, à qui il avait promis la domination du monde, et distribue leurs richesses aux antisémites.

Enlever leurs biens aux juifs, protestants, francs-maçons et catholiques non affilés, et ne leur laisser que les deux bras pour travailler à l'enrichissement

des jésuites et de leurs acolytes, c'est là tout l'antisémitisme.

PAUL LIÉFARGUE.

## LA SEMAINE

C'est pour avoir « risqué d'amoindrir la confiance des soldats en leurs chefs et d'abaisser l'esprit de discipline » que Zola vient d'être frappé, par défaut, du maximum de la peine : un an de prison et 3,000 francs d'amende. Qu'en dites-vous, petits troupiers nos fils, chair et sang du peuple ouvrier et payean, qui depuis deux mois voyez défiler non seulement devant le tribunal de l'opinion, mais devant toutes les juridictions militaires, professionnelles et civiles, chefs sur chefs, accusés, poursuivis, condamnés par leurs pairs ?

Ce n'est pas l'auteur de *la Débâcle*, ce sont sept généraux, colonels et commandants qui ont convaincu de haute trahison et déporté le capitaine d'état-major Dreyfus. C'est encore un galonné, le commandant du bureau des informations au ministère de la guerre, qui a dénoncé un commandant d'infanterie, Esthérazzy-le-Uhlan, comme à la solde de l'ambassade d'Allemagne (2,000 francs par mois, s'il faut en croire le professeur Conybeare). C'est le ministre de la guerre, lui-même, le général Billot, qui, pour faute grave, a fait mettre en réforme, c'est-à-dire chasser de l'armée, un lieutenant-colonel de cavalerie, Picquart, et un capitaine de la territoriale, Reinach.

Et l'étalage des tares de la haute armée par la haute armée elle-même, continuait : c'est le commandant Lauth inculquant son supérieur Picquart de l'avoir provoqué à commettre un faux ; c'est le commandant Forzinetti accusant le capitaine Lebrun-Renaud de mensonge ; c'est le colonel Henry dénonçant les cambriolages de Picquart, dont il a lui-même cambriolé le domicile ; c'est les généraux de Boisdeffre et Pellieux jetant dans la balance de la justice le poids d'une épée qui ne leur appartient pas, et menaçant de se mettre en grève, etc., etc.

Il se peut, après cela, que « la confiance des soldats » et « l'esprit de discipline » soient en péril. Mais convenez, Messieurs les magistrats de Versailles, que les pékins — romanciers et journalistes — n'y sont pour rien. Les grands chefs, par leur déshabillage réciproque, ont suffi à cette besogne.

Cette *pourriture militaire* n'est d'ailleurs pas limitée à notre pays. Partout où l'armée permanente a été introduite par le régime capitaliste dont elle est la clé de voûte, les épauletiers se ruent au scandale.

C'est ainsi, par exemple, qu'en Espagne — de l'aveu du *Temps* — des généraux qui poussent le plus à la guerre à outrance, ont été surpris « expédiant secrètement à l'étranger pour les placer sûrement des sommes immenses » volées par eux à la défense nationale dans leur gouvernement de Cuba et des Philippines. On cite entre autres, le Primo de Rivera, revenu de Manille avec six millions, et le Weyler qui, dans une seule banque de Londres, aurait déposé une douzaine de millions économisés sur trois années de traitement à deux cent mille francs par an !!!

Mais, bien qu'avant la preuve de ces rapines doublées de la pire des trahisons, le ministre Sagasta se gardera de frapper les coupables. Il ne faut pas « discréditer » les traîneurs de sabre, surtout quand on entend gouverner à coups d'état de siège.

Le patriotisme patronal français vaut le patriotisme militaire espagnol. Ecoutez plutôt :

La nouvelle loi sur les accidents — qui n'entrera en vigueur que dans trois mois — ayant mis à la charge des employeurs les familles des ouvriers tués à leur service, des entrepreneurs se sont déjà entendus pour « n'employer autant que possible que des célibataires ». D'autres ont immédiatement donné des « ordres pour supprimer tous les pères et mères de famille dans les ateliers et chantiers. »

Ce n'est pas tout : la même loi déchargeant les employeurs de toute responsabilité vis-à-vis des familles des ouvriers étrangers, lorsqu'elles résident à l'étranger, nos patrons de plus en plus patriotes s'apprentent à jeter à la porte de leurs usines autant d'ouvriers français qu'il leur sera possible de recruter de nomades étrangers.

Pour empêcher ce double crime, la Commission du travail a été saisie par Mirman d'une proposition de loi ainsi conçue :

Article premier. — En cas d'accident survenu dans les conditions indiquées par la loi du 9 avril 1898 et suivi de mort, le chef d'entreprise sera tenu d'effectuer en une ou plusieurs fois, à la Caisse nationale des retraites et dans les délais que déterminera un règlement d'administration publique, des versements représentant chacun 40 0/0 du salaire annuel de la victime, *quelques que soient la situation de famille et la nationalité de celle-ci.*

Art. 2. — Sur les fonds constitués par ces versements, la Caisse nationale des retraites, en cas d'accident mortel, prélèvera les sommes nécessaires pour payer, s'il y a lieu, aux ayants-

droit de la victime, les rentes ou indemnités indiquées par la loi du 9 avril 1898.

On sait qu'en Italie, à la suite d'émeutes provoquées par la faim, réprimées dans le sang et odieusement exploitées contre le socialisme, organisations et journaux du Parti, tout a été supprimé. Et pendant qu'arrêtaient au hasard, des centaines de suspects étaient condamnés par les conseils de guerre à des années de réclusion, le gouvernement arrachait à la Chambre des poursuites contre quatre députés socialistes, parmi lesquels notre ami Turati.

On s'imaginait en haut lieu avoir ainsi, par le terreur, muselé le prolétariat pour longtemps. Aussi quelle n'a pas été la stupeur et la colère des dirigeants transalpins, lorsque dimanche dernier, à Turin, dans le collège même qui élisait l'ancien ministre de la marine, Brin, ils ont vu sortir des urnes, avec une majorité de plus de 300 voix, le socialiste De Amicis !

Au nom du Parti Ouvrier Français, le *Socialiste* salue les vaillants travailleurs de l'ancienne capitale du Piémont qui ont répondu par une victoire aux violences aussi abominables qu'inutiles d'une Monarchie condamnée.

## La Fin du Radicalisme

Depuis les élections de 1893, qui sonnèrent le glas du libéralisme en Europe, l'on assiste au lent enlèvement de ce parti, qui jadis personnifiait la force et l'énergie de la bourgeoisie. Comme sur les grèves du Mont-Saint-Michel ou certaines plages du Nord, le sable mouvant de la politique lui monte peu à peu jusqu'aux épaules, et plus il fait d'efforts, plus il s'enfoncé.

En France, il semble momentanément triompher sous cette forme rajeunie, le radicalisme, qui incarne toutes les illusions, tous les rêves dont la démocratie à son aurore avait pu se bercer : le bien de l'humanité, le sauvetage des classes pauvres et autres guitares du libéralisme. L'on possède aujourd'hui un ministère radical, avec toute la fleur du panier, mais l'on a les hommes sans les mesures, qu'ils ont été obligés de débarquer pour pouvoir prendre le pouvoir. Plus on est radical, à l'heure qu'il est, et moins l'on fait de réformes, et chaque fois que des protestations s'élèvent, les journaux du ministère nous disent : « Ne touchez pas à la hache. »

En Allemagne, les dernières élections ont montré le radicalisme sous son vrai jour ; au premier tour, un quarteron à peine de radicaux (ou *freisinnige*) rentraient au Reichstag, et il a fallu que les partis réactionnaires vinsent à leur aide, là où ils se trouvaient en face du candidat socialiste, pour leur permettre de revenir à la surface. D'ailleurs, ces alliés d'aujourd'hui se gourdiment avant-hier, et leurs querelles ne cessent que lorsqu'il s'agit d'arrêter la marée du socialisme.

En Belgique, on connaît la position de l'ancien parti dont MM. Frère-Orban et Bâtrâ étaient le plus bel ornement ; on n'en voit plus que des épaves, et le vaisseau du libéralisme a été broyé entre les deux icebergs du socialisme et du cléricisme.

Passons à l'Angleterre ; n'est-ce pas hier que la nation des gens respectables prenait le deuil du plus grand bourgeois qui ait jamais existé ; on a déposé le corps de Gladstone à Westminster, et son parti qu'il embarrassait singulièrement par ses fugues et ses caprices humanitaires, a scellé la pierre de sa tombe ; de crainte qu'il ne revienne, le grand « irrépressible », comme on l'a parfois appelé. — Ecoutez les lamentations de l'organe attitré du camp radical et non-conformiste, le *Daily Chronicle*, car cette confession vaut la peine d'être enregistrée ; et de plus le libéralisme anglais est l'ancêtre, le grand Lama de tous les libéralismes du continent :

« Où en sommes-nous aujourd'hui, s'écrie la feuille radicale. Nous avons renoncé au Home Rule, aux questions de tempérance (local veto) ; nous ne voulons pas entendre parler ni de pensions pour les ouvriers âgés, ni d'indemnité aux membres du Parlement, ni des réformes fiscales. Si nous passons à la politique extérieure, nous constatons que c'est le leader du parti libéral qui a arrêté l'agitation en faveur de l'Arménie, et les journaux libéraux ne veulent à aucun prix soutenir la Grèce ; même moralement. »

Ajoutons à ce bilan que les adversaires les plus acharnés de la loi sur les accidents, proposée par M. Chamberlain, ont été des ex-ministres comme M. Asquith, ou des lumières du parti non-conformiste, telles que M. Stead, le directeur du *Daily News*.

Au fond, la seule préoccupation des politiciens libéraux aujourd'hui est de savoir s'ils lanceront sir William Harcourt par dessus bord et s'ils reprendront le leader qu'ils ont jadis débarqué, Lord Roseberry, qui flirte avec le parti jingoïste et impérialiste depuis pas mal d'années. Et l'honnête John Morley et le cynique M. Labouchère seront bientôt, par ce vent d'impérialisme, les seuls partisans d'une Angleterre amoindrie, les derniers « little Englanders ».

Ainsi, en passant en revue les forces du libéralisme en Europe, on le voit en pleine décomposition en Angleterre ; n'ayant plus que des premiers rôles qui font la parade sur le devant de la baraque parlementaire en France ; pulvérisé en Belgique et enfin passe à l'ennemi avec armes et bagages en Allemagne :

Lors des récentes élections, on s'est demandé comment il fallait traiter les radicaux et beaucoup parmi nous ont été d'avis qu'il fallait les ménager et même les soutenir, là où ils étaient arrivés en tête du scrutin contre un rallié ou un cléricale. Il nous semble que de plus en plus, vu l'état de décrépitude de ce parti les socialistes auront purement et simplement, en leur qualité de républicains, à reprendre la suite des affaires du parti radical, à repêcher les principes qu'il a laissés tomber, et cela sans ni demander ni proposer aucune alliance. Ceux d'entre les radicaux qui sont encore républicains, fideles à leurs principes, viendront à nous naturellement ; les autres iront où leur penchant, ou plutôt leur peur du collectivisme, les entraîne. On en arrivera même bientôt à se demander s'il est prudent de soutenir un radical, même au second tour, parce qu'une fois élu, il est plus que probable qu'il ne saura ni ne voudra lutter pour le programme qui l'a fait élire. Incapables ou traités, les radicaux ont désormais à choisir entre ces deux épithètes.

HONNIER.

## LE PARTI OUVRIER A LA CHAMBRE

Dans la séance du 4 juillet, notre ami Zévaès a saisi la Chambre, tant en son nom personnel, qu'au nom des autres élus du Parti : Benezech, Bernard-Cadenat, Carnaud, Devèze, Dufour (Indre), Ferrero, Krauss, A Boyer, Palix, Pastre, Sauvanet, etc., du projet de résolution suivant :

« La Chambre décide de nommer dans ses bureaux une Commission de vingt-deux membres dite « du suffrage universel », à l'effet de réviser notre législation électorale et d'assurer la liberté et la sincérité de vote. »

Le député de Grenoble s'est exprimé comme suit :

Ce projet de résolution ne constitue pas une innovation. Déjà, dans la précédente législature, fonctionnait une commission dite « du scrutin de liste » ; qui ne s'est pas bornée à étudier les propositions tendant au rétablissement de ce scrutin, mais a aussi examiné les différentes propositions relatives à toute notre législation électorale.

Nous vous demandons, dans un but analogue, de décider dès aujourd'hui la constitution d'une commission qui recherchera particulièrement les moyens nécessaires pour assurer le libre exercice du suffrage universel. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

Si la nécessité de créer cette liberté du vote pouvait apparaître dans la législation précédente à un certain nombre de nos collègues, à plus forte raison doit-elle maintenant éclater aux yeux de tous. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

Nous sommes encore sous l'impression des incidents de la dernière période électorale. Partout nous avons assisté à un déchaînement extrême de pression administrative, dirigée contre des républicains éprouvés et au profit de la réaction, par des préfets du Seize-Mai. (Bruit au centre. — Nouveaux applaudissements à l'extrême gauche.)

Vous vous rappelez, messieurs, les véritables tours de cambriolage (*Exclamations au centre et à gauche*) auxquels se sont livrés certaines commissions de recensement ; vous vous rappelez sans doute aussi les résultats singuliers constatés dans tels bureaux de vote, où le nombre des votants différait sensiblement et de celui des émargements et de celui qui était proclamé. Sur ces manœuvres administratives, tout le monde est fixé désormais et l'opinion de la Chambre doit être unanime.

Mais, plus brutalement encore que la pression officielle, s'est déchaînée la pression patronale (*Exclamations au centre et à droite*) sévissant surtout dans les centres industriels (Applaudissements à l'extrême gauche) et aboutissant à une véritable suppression de la liberté de conscience politique pour les travailleurs salariés. (Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.)

M. Plichon. — Pourquoi n'avez-vous pas répondu cela à M. Motte ?

Zévaès. — Lors de la discussion de l'élection de M. Motte, M. Millerand... (Bruit et interruptions au centre et sur divers bancs à gauche et à droite.)

M. le président. — Monsieur Zévaès, permettez-moi de vous faire observer que vous ne pouvez pas mettre en question une élection qui a été validée par la Chambre. (Très bien ! très bien !)

Zévaès. — Je n'aurais pas parlé, si je n'y avais été amené par l'interruption de M. Plichon, de cette élection, sur laquelle des faits qui n'ont pas été démentis ont été apportés à la tribune par l'honorable M. Millerand ; mais je m'empresse de déférer à l'autorité de M. le président, et je continue l'exposé des arguments qui militent en faveur de l'urgence.

Je dis que nous avons assisté à une pression patronale qui s'est, en réalité, traduite par la suppression du suffrage universel pour des catégories entières de travailleurs. Et ce qui ajoute, messieurs, à la gravité des faits dont je parle, c'est qu'ils ne sont pas isolés, particuliers à un petit nombre de circonscriptions. Ils relèvent d'un complot général, ourdi par la bourgeoisie capitaliste contre le suffrage universel,

qu'elle juge désormais dangereux pour ses privilèges de classe. (Très bien ! très bien. à l'extrême gauche. — Bruit au centre.)

Ce n'est pas moi qui le proclame, messieurs ; c'est un des vôtres, c'est un des esprits les plus cultivés de la bourgeoisie, un de ceux qui, au nom du principe de la division du travail, sont chargés de penser pour les autres. Voici comment s'est exprimé dans le *Fugaro*, moniteur officiel d'un ministère défunt, l'honorable M. Cornély, dont le nom fait assurément autorité pour plusieurs d'entre vous :

« Il faut, écrivait-il, que les autorités sociales fassent sentir leur influence aussi bien au dehors qu'au dedans de l'atelier. Et le salut du travailleur exige qu'il se serve docilement de son bulletin de vote, comme il se sert de son outil. »

Telle est, messieurs, la conception que les royalistes de droit divin, qui ont remplacé le bon roi de jadis par le « bon patron » d'aujourd'hui, se font du fonctionnement du suffrage universel. Nous sommes curieux de savoir si pareille conception sera admise par un certain nombre de prétendus républicains.

Messieurs, si vous pensez, comme M. Cornély, qu'il est nécessaire que le haut patronat capitaliste exerce une influence souveraine sur la conscience des travailleurs, vous le direz. Mais laissez-moi ajouter qu'il serait alors bien plus loyal de décréter purement et simplement la suppression du suffrage universel à l'usage de la classe ouvrière et de proclamer que les puissants patrons industriels, par cela seul qu'ils détiennent l'outil et la richesse sociale, doivent déposer dans l'urne électorale autant de bulletins de vote qu'ils possèdent dans leurs usines de tête de bétail humain. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Si rapide qu'ait été depuis deux ans la marche en arrière de la bourgeoisie française, nous osons croire qu'elle hésitera à consommer une pareille banqueroute et à nous ramener à cette forme aggravée du régime censitaire. Nous vous lons espérer que dans ce pays, qui, il y a un demi-siècle, a donné au monde le suffrage universel, il se trouvera une majorité pour voter la résolution que nous vous proposons pour la défense du suffrage universel, base de la République. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Soumise au vote, la Commission du suffrage universel a été adoptée par 300 voix contre 173 et elle a été, dans une séance ultérieure, composée comme suit : Couyba, Morlot, Symian, Clédou, Ruau, Louis Jourdan, Goussot, Charles Gras, Jacob, Villejean, Chauvière, Bienvenu-Martin, Zévaès, Lebret, Paul Déroutède, Pastre, Guyot-Dessaigne, Langlais, Berthelot, Jules Roche, Klotz, Levraud.

Cinq propositions de loi lui ont été immédiatement renvoyées : la première du citoyen Carnaud, obligeant les municipalités à mettre à la disposition de chacun des candidats un espace égal réservé à l'affichage de leurs professions de foi, circulaires, placards, etc., tout affichage électoral, en dehors des cadres ainsi déterminés, étant et demeurant interdits ; la deuxième, du citoyen Bernard-Cadenat, adjoignant à chaque bureau de vote un représentant de chacun des candidats en présence ; la troisième, du citoyen Sauvanet, appelant les divers candidats à se faire représenter dans les commissions de recensement ; la quatrième, du citoyen Krauss, autorisant les réunions électorales sur la seule déclaration du candidat ou de son fondé de pouvoirs ; et la dernière, du citoyen Pastre, organisant la cabine d'isolement comme en Belgique, en Angleterre et aux Etats-Unis d'Amérique, et le vote par bulletin officiel et unique remis à l'électeur par le président de bureau et contenant les noms de tous les candidats entre lesquels il est appelé à choisir.

## Congrès de Montluçon

Le XVI<sup>e</sup> Congrès National du Parti se tiendra à Montluçon. Il s'ouvrira le 17 septembre au matin et durera jusqu'au 20 inclusivement. Ce dernier jour sera réservé à la Conférence annuelle de la Fédération des élus municipaux du Parti.

Ordre du jour provisoire :

1<sup>o</sup> Situation du Parti (Rapport du Conseil National et des organisations représentées) ;

2<sup>o</sup> Les dernières Elections Législatives et leurs Conséquences (Projet d'unité socialiste, Liberté du vote, etc.) ;

3<sup>o</sup> Les Elus du Parti à la Chambre et dans le Pays ;

4<sup>o</sup> Antisémitisme et Nationalisme ;

5<sup>o</sup> De l'Organisation Centrale et Fédérale du Parti ; de la Propagande et des moyens de la rendre plus efficace (réunions, brochures, presse, etc.)

Toutes demandes à l'effet de modifier ou de compléter cet ordre du jour devront être adressées au Conseil, d'ici le 1<sup>er</sup> août, au plus tard.

En portant à l'ordre du jour de notre Congrès le projet d'Unité socialiste mis en avant par Jaurès, le Conseil National s'est inspiré de tout le passé de notre organisation et du large esprit d'union socialiste qu'elle n'a pas cessé de manifester.

Toutes les tentatives, en effet, qui ont été faites depuis quatorze ans pour compléter les efforts des prolétaires arrivés à leur conscience de classe, ont toujours trouvé dans le Parti Ouvrier Français la plus ardente collaboration, depuis la campagne des *Sans-Travail* de 1884

et la *Coalition socialiste révolutionnaire* de 1885, jusqu'au *Groupe socialiste de la Chambre* de 1893-98, sans compter qu'après nous être spontanément abstenus, il y a cinq ans, de toute candidature contre les élus socialistes sortants, nous avons, cette année même, appuyé par des affiches du Conseil les députés des autres fractions qui se représentaient devant leurs électeurs.

Mais si nous sommes et si nous devons être prêts à faire un pas de plus dans la voie de l'unification des forces socialistes, il importe — et ce sera la tâche du Parti lui-même réuni en assemblée plénière de ses délégués — de bien préciser la mesure et les conditions dans lesquelles est praticable cette nouvelle étape, sans compromettre les résultats déjà — et si chèrement — acquis.

Qu'il ne puisse être question de briser les organisations existantes, c'est ce qui, même en dehors de ces organisations, ne nous paraît contestable par personne. Produits du temps, résultats d'une sélection libre et réfléchie, tirant leur puissance de la mutuelle confiance des groupes et des membres qui les composent, elles répondent à des états d'esprit, à des allures, on pourrait dire à des consciences sociales, dont la diversité ne saurait disparaître par décret. Et en les détruisant — si la chose était possible — pour faire place à un organisme unique tout de convention, on n'aurait pas réalisé l'unité socialiste à laquelle on tend, mais fourni matière à de nouvelles et plus époussantes divisions, amenées par les mêmes causes, que les divisions passées.

On ne saurait pas davantage songer à fonder en un seul, à amalgamer des programmes encore trop divergents sur quantité de points. Certes, grâce à notre propagande ininterrompue de vingt années, les bases mêmes du socialisme scientifique sont aujourd'hui hors de conteste. Et le Parti Ouvrier peut être fier de son œuvre : il a amené les plus réfractaires à proclamer, qu'en dehors de la transformation de la propriété capitaliste en propriété sociale, il n'y a pas d'émancipation du travail. De même, qu'à de très rares exceptions près, tous les socialistes voient dans l'action politique du prolétariat organisé, dans le pouvoir politique — pacifiquement, sinon violemment — conquis par lui, l'instrument nécessaire de cette transformation. Il n'est pas jusqu'à l'entente internationale des travailleurs qui ne se soit imposée comme la condition même de la victoire finale.

Mais de ce que l'unité théorique est en voie de se faire, il ne s'ensuit pas qu'elle puisse ni qu'elle doive s'achever artificiellement au prix de concessions, c'est-à-dire de trahisons mutuelles.

Ce qui est faisable, en revanche, et ce qu'il y a lieu par suite de poursuivre immédiatement, c'est un point de contact permanent entre les grandes organisations actuelles, maintenues distinctes et maîtresses de leur méthode et de leur développement respectif. Aujourd'hui déjà, de plus en plus, lorsque survient dans l'ordre politique ou économique, un événement qui intéresse l'ensemble du mouvement, ne voyons-nous pas les diverses fractions se chercher et finir par s'aboucher pour agir de concert ? C'est ce qui s'est produit lors de la greve de Carmaux. C'est ce qui s'est reproduit à la veille de la dernière bataille électorale.

Il ne s'agirait que de régulariser et de multiplier ces rapports indispensables, jusqu'ici improvisés et trop rares ; et pour ce, il suffirait d'une représentation ou d'une délégation permanente des différentes organisations, leur servant de trait d'union et se réunissant pour une décision ou une action commune, chaque fois que les circonstances l'exigeraient.

Ce rouage nouveau, en même temps qu'il comblerait une lacune reconnue par tous, nous paraît constituer la somme d'unité socialiste vivante, réalisable dans l'état présent des hommes et des choses.

Et c'est pourquoi le Conseil National croit devoir soumettre le projet qui suit à l'étude des Fédérations, des Agglomérations et des Groupes adhérents, étant entendu que la décision à prendre est réservée au Parti tout entier réuni en septembre prochain dans son Congrès national annuel :

ARTICLE PREMIER. — Entre le parti Ouvrier Français, le Comité Révolutionnaire Central, la Fédération des Travailleurs socialistes, le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire et les Socialistes dit indépendants il est formée une Union centrale, sans que rien soit ou puisse être modifié dans le fonctionnement intérieur de ces diverses organisations, ni dans leur mode de propagande.

Pour entrer dans cette Union, les socialistes indépendants auront à s'entendre entre eux et à s'organiser sur la base du programme minimum, dit de Saint-Mandé.

ART. 2. — L'organe représentatif de l'Union sera constitué par une délégation de chacune des cinq organisations sus-indiquées.

Ces délégués, dont le nombre, pour chaque organisation, sera proportionnel au chiffre des voix qu'elle a réunies sur ses candidats aux dernières élections législatives, auront à se réunir chaque fois qu'un des incidents de la lutte politique ou économique appellera une décision commune ou une action d'ensemble.

ART. 3. — Le Conseil National a tout pouvoir pour traiter avec les organisations socialistes mentionnées plus haut sur les bases du présent projet.

## A LA GUADELOUPE

Un mot sur la situation économique de notre colonie des Antilles, bien qu'elle ne présente pas de différence notable avec la situation des autres pays où l'industrie sucrière domine et bat son plein.

Là, comme ailleurs, c'est la production effrénée et au meilleur marché possible pour lutter contre les sucres étrangers. Et comme instruments ou machines ne sont pas des plus perfectionnés, rien d'étonnant que moins que partout ailleurs le sucrier guadeloupéen arrive à joindre les deux bouts.

Il y arrive cependant, et plus aisément qu'ailleurs, mais par quels moyens ? Les uns en ne payant pas les pauvres diables qu'ils emploient, les autres en puisant à pleines mains dans les caisses de la Banque et du Crédit Foncier dont ils précipitent ainsi, depuis longtemps déjà, la banqueroute finale.

J'expliquerai une autre fois comment l'usurier peut, quand il le veut, retenir tout le salaire de son personnel. J'exposerai par quels procédés il est arrivé à mettre en désarroi et en péril nos établissements publics de crédit. Ce qu'il importe avant tout de dévoiler, c'est le taux de la main-d'œuvre courante. On pourra alors — et seulement alors — juger de l'art avec lequel ces petits seigneurs coloniaux sont parvenus à organiser chez nous un régime spécial de famine et de détresse ouvrière.

J'ajoute que je ne m'occupe aujourd'hui ni des petits planteurs ni des autres colons patriotes de nos usines.

Le salaire, sur les habitations, varie de 75 centimes à 1 fr. 25 par jour. Il est le même pour l'homme, la femme et l'enfant. La journée de travail, également la même pour tous, est de dix heures en moyenne. Commencée généralement de cinq heures et demie à six heures du matin — quand ce n'est pas plutôt — elle finit à six heures, six heures et demie du soir. Rarement il est accordé une heure pleine pour le repas de midi. Nous connaissons des habitations où non seulement le temps matériellement nécessaire pour réparer ses forces est refusé au travailleur, mais où encore ce malheureux n'a, à midi et le soir, que le choix entre la faim — la plus atroce des fâmes — héroïquement supportée et le *bon d'usiné* qui constitue tout son salaire. C'est le régime des économats patronaux appliqué avec plus de rigueur encore qu'à certains établissements industriels d'Europe. Par ce moyen, tous les objets de consommation — les vivres et le reste — atteignent vite le double et le triple de leur valeur commerciale courante, et au lieu d'avoir à « toucher » à l'usine, à la fin de la semaine ou de la quinzaine, c'est l'ouvrier — chose bizarre — qui reste devoir à son patron.

Ce qui n'empêche pas nos bons sucriers de crier plus fort que personne et de montrer le poing au gouvernement de la République qui n'a pas encore trouvé le moyen de transformer en pluie d'or continue en leur faveur, les banques plus ou moins officielles. Les patrons peuvent souffrir de la concurrence qui leur est faite par les sucres étrangers, mais à leur côté et de leur fait, toute une classe existe, qui constitue le plus important facteur de notre existence et de notre prospérité coloniale, et dont la misère, les souffrances, les tortures dépassant toute limite, doivent être promptement allégées si l'on veut éviter une catastrophe : c'est l'homme des champs, le cultivateur ; c'est aussi l'ouvrier industriel. Mais c'est surtout le misérable journalier...

H. LÉGITIMUS.

## Bulletin Municipal

A la demande des élus municipaux fédérés du Parti, nous publions le texte de la délibération par laquelle le Conseil municipal de Roubaix a répondu à la loi qui met en demeure les Communes d'avoir d'ici la fin de l'année à réduire, sinon à supprimer, leurs taxes d'octroi sur les boissons dites hygiéniques :

Vu la loi du 29 décembre 1897, obligeant les communes à abaisser, à partir du 31 décembre 1898, les droits d'octroi perçus sur les boissons hygiéniques à 2 fr. 25 l'hectolitre pour les vins en cercles et en bouteilles, à 1 fr. 25 pour les cidres, poirés, hydromels et eaux minérales, à 1 fr. 50 pour les bières. (Communes de 50,000 habitants et au-dessus) ;

Considérant que ce dégrèvement partiel ne modifierait pas le prix de vente des boissons hygiéniques dans une mesure suffisante pour que l'acheteur au litre, c'est-à-dire l'immense majorité de la population, en bénéficie dans une proportion quelconque ;

Considérant que le dégrèvement total, laissé à la faculté des communes, ne constituerait une réforme réellement complète qu'autant que l'Etat lui-même renoncera aux divers droits perçus à son compte sur les vins, cidres, bières, etc. ;

Considérant que la suppression de tous les droits d'octroi sur les denrées alimentaires, qui figure au programme municipal du Parti Ouvrier, présente au point de vue de l'intérêt général et de la santé publique un caractère au moins aussi urgent ;

D'autre part, Considérant que la plupart des taxes de remplacement indiquées par le législateur seraient

non seulement insuffisantes, mais de nature à elles étaient établies, à annuler pour la classe ouvrière et le petit commerce le bénéfice qu'ils ont le droit d'attendre de cette suppression de droits d'octroi, qu'il y a lieu par suite d'avoir recours à des taxes nouvelles ; et, qu'avant de les soumettre, comme le veut la loi, à l'approbation législative, il est de toute justice de consulter directement les habitants de la commune sur les dites taxes ;

Le Conseil Municipal de Roubaix, Emet le vœu que d'ici au 31 décembre 1898, l'Etat renonce aux droits perçus par lui sur les vins, bières, cidres, hydromels et aussi sur le thé et le café.

Délibère :

1<sup>o</sup> Sont abolies, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1899, toutes les taxes d'entrée dont sont actuellement grevées au profit de la commune les boissons hygiéniques et les denrées alimentaires ;

2<sup>o</sup> En remplacement des droits ainsi abolis, il sera établi et perçu au profit de la commune, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1899 :

A — Une taxe municipale sur les successions, égale aux droits que ces successions payent à l'Etat ;

B — Une taxe sur les moteurs industriels, perçue à raison de 10 francs par an pour la force d'un cheval ;

C — Une taxe de 5 0/0 sur la valeur locative des immeubles à usage d'habitation ; les loyers inférieurs à 500 francs étant exempts de tout droit et déduction faite de la valeur locative des locaux affectés au commerce et à l'industrie ;

D — Une taxe sur les propriétés non bâties (terrains vagues ou à bâtir, à l'exclusion des terrains cultivés, des cours, des jardins, annexes des maisons d'habitation ou de locaux industriels, parcs et jardins d'agrément, ces derniers, parcs et jardins d'agrément, étant frappés d'un droit de 0 fr. 50 c. par mètre carré), cette taxe variant avec la classe des rues sur lesquelles seront situés ces terrains ; soit 0 fr. 25 c. au mètre carré, pour la 1<sup>re</sup>, 0 fr. 15 pour la 2<sup>e</sup> ; 0 fr. 05 c. pour la 3<sup>e</sup>.

E — Une taxe égale aux taxes en principal établies sur les chevaux, mules et mullets, voitures et voitures automobiles, sur les cerceles ;

3<sup>o</sup> Ces dernières taxes de remplacement seront soumises à la sanction directe des habitants de la commune de Roubaix, consultés par voie de referendum.

## LE PARTI OUVRIER

### EN FRANCE

#### Paris

La Fédération de la région parisienne du Parti ouvrier français a, depuis le 1<sup>er</sup> juillet, son *Journal officiel*, paraissant mensuellement. Elle a célébré cet heureux événement par un punch familial, qui a eu lieu le 9, au siège du Conseil fédéral et auquel le Conseil national s'était fait représenter par son secrétaire pour l'intérieur, le citoyen Jules Guesde. Cette fête, très réussie, a été une nouvelle et éclatante manifestation de l'accord parfait existant entre tous les membres du Parti.

— Le groupe du XIX<sup>e</sup> arrondissement et l'agglomération parisienne ont décidé de présenter au siège municipal laissé vacant par la démission de M. Charles Bos, le dévoué camarade Berthelot. Ajoutons que les voix recueillies par le Parti aux dernières élections législatives ne laissent aucun doute sur l'heureuse issue de la prochaine bataille.

#### Lille

Avec l'activité dévorante qui la caractérise — et la désigne à l'admiration de la France ouvrière — la Fédération du Nord avait à peine achevé l'élection de notre ami G. Delory au conseil général, qu'elle repartait en campagne dans plus de trente cantons appelés à renouveler dans quelques jours leur représentation départementale.

C'est par centaines que se comptent les réunions électorales tenues par les militants, et dans lesquelles est développé notre programme intégral de renouveau humain, car il ne s'agit pas seulement de faire des conseillers généraux ou d'arrondissements, mais encore et surtout de faire des socialistes conscients.

Les candidatures posées à ce jour sont, pour le conseil général, celles des citoyens : Delesalle (Lille-Nord), G. Devernay, typographe (Lille-Sud), H. Samson (Lille-Centre), Hionquiert, typographe (Lille-Ouest), Léon Dumortier (Haubourdin), A. Lepers (Roubaix-Nord), Desbarbieux (Roubaix-Ouest), Dergnaucourt (Douai-Nord), Meert (Cambrai-Est), L. Royaux (Clary), J. Beauvois (Condé), Delphin Dumortier (Tourcoing), H. Verbrück (Le Quesnoy), Cartegnies (Trélon), E. Sohier (La Bassée) et, pour le conseil d'arrondissement, celles des citoyens : Ragheboom (Lille-Sud-Ouest), Désiré Vandaele, tailleur de limes (Lille-Sud-Est), V. Lelièvre (Lille-Nord-Est), Krebs (Lille-Est), L. Baillieu (Roubaix-Est), Dautrumetz (Armentières), Le Delabre (Marcoing), Descheroder (Tourcoing-Nord-Est), Emile Deblacere (Tourcoing-Nord).

#### Lyon

L'œuvre d'épuration socialiste qu'elle a entreprise et qu'elle mènera à bonne fin, qu'on en soit sûr, n'empêche pas l'Agglomération

lyonnaise de faire face à la lutte directe contre les partis bourgeois.

En même temps qu'ils exécutaient le sieur Bonard, passé à la réaction nationaliste et pitriote, et qu'ils renvoyaient l'antisémitisme au cléricalisme dont il n'est qu'une des parties honteuses, les groupes du Parti posaient et soutenaient dans les 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> cantons les candidatures au conseil général de nos amis Peronin, Marietton et A. Simon.

Dans le canton de Thizy, c'est le citoyen Desigaud qui a été maintenu comme candidat du Parti.

**Montluçon**

La réunion organisée par un syndicat dissident, avec le concours du grév-généraliste Braun a tourné à la confusion de l'orateur et de sa tactique. A l'unanimité, l'assemblée a adopté un ordre du jour ainsi conçu :

« Les travailleurs montluçonnais, réunis en réunion publique, salle de l'Union chorale, au nombre de 800, après avoir entendu les citoyens Braun, Dormoy, Fouilland et Dantraigue, en ce qui concerne la nécessité pour les travailleurs de se syndiquer et de se fédérer ;

« Déclarent que l'émancipation des travailleurs ne pourra avoir lieu que par l'organisation du prolétariat en parti de classe, soit qu'ils s'organisent en chambres syndicales, en groupes corporatifs ou en groupes d'études sociales ;

« Déclarent en outre que ces groupes doivent avoir comme but la suppression du salariat par la disparition du patronat ; que cette transformation ne peut se réaliser que par l'expropriation de la classe capitaliste et par conséquent par la socialisation des moyens de production et d'échange ;

« Déclarent enfin que le moyen pour arriver à ce but qui est l'émancipation de toute l'humanité, c'est la prise du pouvoir politique par le prolétariat organisé nationalement et internationalement. »

— Le Congrès cantonal appelé à désigner le candidat au conseil général pour Montluçon (ouest) comprenait de nombreux délégués de toutes les communes. A l'unanimité et par acclamation, son choix s'est porté sur le citoyen E. Dormoy, conseiller général sortant. Le vaillant maire de Montluçon n'aura pas de concurrent.

— Dans le canton d'Huriel, le Parti entre en ligne, pour le conseil d'arrondissement, avec le citoyen Marsalon, et dans le canton de Bourbon-l'Archambault, pour le conseil général, avec le citoyen Lanzaud, conseiller municipal de Buxières-les-Mines.

**Bordeaux**

La Fédération girondine du Parti, engage la lutte pour le Conseil général dans les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> cantons de Bordeaux et dans les cantons de Sainte-Foy-la-Grande, Blaye et Pessac avec les citoyens Bourdin, Elie Motty, Calixte Camelle, Monnier, Emile Gireau et Pierre Tergan. Ses candidats pour le Conseil d'arrondissement sont les citoyens : Garrigues (2<sup>e</sup> canton de Bordeaux), Pouillès (4<sup>e</sup> canton), Amédée Bousquet (6<sup>e</sup> canton), Descrambes (canton de Braune), V. Maurin (canton de Pujols), Fouquet (canton de Carbon-Blanc).

Dimanche a eu lieu à Pujols, au milieu de champs de blés et des vignobles, un magnifique banquet de 283 convives venus de trente-sept communes à la ronde. Les acclamations soulevées par les discours de Jourde, Cochon, Lavigne, etc., témoignent des progrès considérables faits par l'idée socialiste dans les milieux les plus ruraux.

Un punch a été offert à trois coreligionnaires d'Espagne, obligés de s'expatrier par les persécutions gouvernementales. Le citoyen Raymond Lavigne, au nom du Parti ouvrier Bordelais dont il est le secrétaire, a salué les proscrits dans les termes suivants :

Je viens apporter à nos camarades espagnols Peresagua, Pascual et Carretero, — ainsi qu'au Parti ouvrier socialiste espagnol, dont ils sont les vaillants représentants, — le salut fraternel du Parti Ouvrier Français, dont le Conseil National m'a délégué pour la circonstance.

En Espagne, comme en France, comme aussi dans tous les pays où la production capitaliste a déchaîné la lutte des classes, — le Parti Ouvrier poursuit avec persévérance la même œuvre d'affranchissement du prolétariat, par la conquête des pouvoirs publics sur la bourgeoisie et la réaction.

Dans tous les pays également, le Parti Ouvrier travaille à libérer les peuples de la barbarie guerrière, pour faire régner entre eux la paix, la justice et la solidarité.

Frères de la même famille internationale, les socialistes sont partout chez eux au milieu des socialistes.

Peresagua, Pascual et Carretero sont persécutés dans leur pays pour notre cause commune : qu'ils soient les bienvenus dans le nôtre et qu'ils y trouvent aide et protection.

La solution de la question sociale est contenue dans la célèbre formule de notre grand Karl Marx : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! »

Vive le Parti Ouvrier Espagnol !  
Vive l'Espagne socialiste !  
Vive la République sociale Universelle !

**Romilly-sur-Seine**

A l'appui de la candidature au Conseil général du citoyen Millet — décidée par tous

les groupes du canton — une campagne de réunions a commencé, qui ne peut manquer de porter ses fruits. En dehors de l'assemblée départementale, ouverte au socialisme, ce seront par centaines des travailleurs des champs acquis à nos doctrines.

Pour couronner cette tournée de propagande dans les communes rurales, le comité central a l'intention d'organiser, la veille du scrutin, à Romilly même, une grande conférence avec le concours du citoyen Jules Guesde, membre et délégué du Conseil national.

**Troyes**

Les groupes du Parti réunis en assemblée générale le 19 juillet à la Maison du Peuple ont décidé de prendre part aux élections cantonales et de présenter des candidats dans les trois cantons de Troyes :

1<sup>er</sup> canton, conseil général, E. Lozach, adjoint au maire de Sainte-Savine ; 2<sup>e</sup> canton, conseil d'arrondissement, F. Maire, commerçant ; 3<sup>e</sup> canton, conseil général, I. Grée, secrétaire de la Fédération de l'Aube.

Dans le canton des Riceys, c'est notre ami le citoyen Gradès, maire, qui portera le drapeau du Parti dans l'élection au conseil d'arrondissement.

Le citoyen Pedron, membre et délégué du Conseil National a fait des conférences très réussies à Bar-sur-Seine et à Romilly.

**Perpignan**

La Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales qui, avec le programme du Parti, a groupé sur le nom du citoyen Alavail 2,276 suffrages au premier tour et 3,301 au second, a vendu au cours de la campagne 1,268 brochures diverses. Le blé socialiste ainsi répandu ne tardera pas à lever et à donner une ample moisson.

La Fédération dispose aujourd'hui d'un organe hebdomadaire, le *Republicain*, qui, par ses articles théoriques, aidera encore à la propagande.

Elle a posé, dans le canton de Rivesaltes, les candidatures pour le Conseil d'arrondissement des citoyens Banesty Jean, peintre, d'Espira-de-l'Agly et Geneste François, courtier en vins, de Torreilles.

**Grenoble**

La Fédération socialiste de l'Isère ne s'endort pas sur ses lauriers législatifs de mai derniers. Décidée à marcher de victoire en victoire, elle se prépare à jeter le 31 juillet dans le conseil général le citoyen Dognin, et dans le conseil d'arrondissement les citoyens Ribaud et Girard.

**Gard**

De grandes réunions et manifestations populaires viennent d'avoir lieu à Quissac, Le Vigan et Saint-Hippolyte-du-Fort, avec le concours de plusieurs élus socialistes, pour célébrer la victoire remportée par le Parti Ouvrier sur le nom de notre ami Pastre.

C'est par plus d'un millier de personnes, musique en tête, que samedi soir, 16 juillet, étaient reçus à la gare de Quissac, les citoyens Pastre, Alexandre Zévaès, député de l'Isère et Breton, député du Cher.

Un punch formidable et une réunion publique ont été tenues sur la place de Quissac, magnifiquement décorée de drapeaux et illuminée de lanternes vénitienes. Pour clôturer la soirée, un grand bal s'est prolongé jusqu'à deux heures du matin.

Dimanche 17, au Vigan, sous la présidence de Rouquette — le véritable élu de la deuxième circonscription d'Alais, un banquet a eu lieu, auquel assistaient Krauss, député de Lyon, Bénézech, député de Montpellier, Zévaès, Pastre, Breton, Berthézène, conseiller municipal de Vallerangue, divers conseillers municipaux d'Avèze et 150 militants de l'arrondissement du Vigan.

Après le banquet, tenu à onze heures et marqué par des toasts des élus socialistes, une réunion publique rassemblait au théâtre plus de 1,200 citoyens, qui ont chaleureusement applaudi les discours prononcés par les divers orateurs et ont voté, à l'unanimité, un ordre du jour acclamant le Parti Ouvrier et ses élus et félicitant le nouvel élu du Vigan.

A sept heures du soir, le citoyen Pastre et ses camarades socialistes de la Chambre, arrivaient à Saint-Hippolyte-du-Fort, où une superbe manifestation s'est produite en leur honneur, manifestation bien digne de cette population vaillante qui, depuis 1896, a installé à son Hôtel de Ville le Parti Ouvrier. Deux mille citoyennes et citoyens ont salué de leurs vivats enthousiastes les élus socialistes ; puis, précédés de la musique de Sauve, qui jouait l'*Internationale*, dont le refrain était repris par la foule, se sont formés en cortège jusqu'au local du Cercle du Parti ouvrier, où un nouveau banquet réunissait les militants de Saint-Hippolyte, Pompignan, Cros, Lassalle, Sauve, etc. Nouvelle réunion, le soir, à la salle des Ecoles, où les orateurs du Parti ont soulevé de frénétiques acclamations et où l'assemblée a acclamé la candidature au Conseil général du citoyen Martin, le dévoué maire de Saint-Hippolyte. Cette belle fête s'est terminée par un bal monstre tenu sur la place de la ville.

La tournée des élus socialistes s'est achevée par une conférence à Nîmes, le lundi

18 juillet, à l'ancienne Chapelle du lycée. Devant 1,200 citoyens, les députés Pastre, Breton, Bénézech, Alex. Zévaès, Marius Devèze et Krauss ont successivement développé les théories socialistes. Un compagnon anarchiste, délégué à cette réunion par la préfecture, a été remis par le citoyen Pastre comme il le méritait.

— Les candidats présentés à ce jour, sont, pour le conseil général, les citoyens docteur Delon (Lédignan), Martin (Saint-Hippolyte-du-Fort), Marius Devèze (Alais), et pour le conseil d'arrondissement, Roux-Martin (Vauvert), Plauthier (Lauve), Roger-Barral (Sumène), Giguès (2<sup>e</sup> circonscription de Nîmes), Comte (Alais-ouest).

**Toulouse**

L'Agglomération toulousaine du Parti, d'accord avec les autres fractions socialistes, a décidé d'entrer en ligne dans les élections cantonales du 31 juillet avec notre ami le docteur Bach, comme candidat au conseil général dans un des cantons, et avec le camarade Dejean comme candidat au conseil d'arrondissement dans l'autre.

**Le Boucau**

Le Comité républicain socialiste qui s'est constitué dans cette commune essentiellement ouvrière et qui est adhérent au Parti, donnera du fil à retordre aux bourgeois qui sont encore à l'Hôtel de Ville pour quelques mois. La majorité considérable qu'a réunie au Boucau contre le méliniste Legrand, la candidature socialiste de Sicaud, nous est un sûr garant qu'en mai 1900, la municipalité sera aux mains du Parti ouvrier. Nos félicitations, en attendant, au citoyen Gabot, dont le dévouement et l'énergie n'ont pas peu contribué à organiser le Parti dans la région.

**Thouars**

Le groupe d'études sociales, qui a été assez heureux pour transformer en organe du Parti le journal simplement radical : *l'Echo des Deux-Sèvres*, présente deux candidats au Conseil d'arrondissement dans le canton de Thouars : les citoyens François Quillet et Léon Thison. Ce sera deux élus à ajouter aux représentants de plus en plus nombreux du Parti ouvrier dans nos assemblées cantonales.

**Montlhéry et Linas**

Avec le concours du citoyen Jean Bertrand qui a mené en mai dernier une si bonne campagne électorale en Seine-et-Oise, un groupe d'études sociales vient de se former dans ces deux communes, lequel, après avoir pris connaissance des programmes et règlements du Parti ouvrier français, a voté son adhésion au Conseil national.

Ce groupe, né d'hier, compte déjà vingt membres, tous munis de la carte du Parti.

**Pointe-à-Pître**

C'est le 1<sup>er</sup> juillet que le jeune député socialiste de la Guadeloupe s'embarquait pour Paris sur le *Labrado*. Plus de 7,000 ouvriers et ouvrières emplissaient les rues et le port, accompagnant de leurs vœux et de leurs acclamations le champion de leur classe. Il y avait là des délégués de toutes les municipalités conquises par le Parti ouvrier, les maires, adjoints et conseillers de Lamentin, La Pointe-à-Pître, etc., qu'escortait, aux sons de sa vibrante musique, la « Jeunesse socialiste ».

Sur le paquebot, notre ami Légitimus a, au nom de la population, répondu par une allocution des mieux senties aux souhaits de bienvenue du capitaine Brillouin, et longtemps après que le canon avait donné le signal du départ on pouvait apercevoir à l'horizon les balcons noirs de monde où s'agitaient encore les mouchoirs.

**Castres**

Le citoyen Bès, conseiller municipal a été désigné par le Congrès socialiste et à l'unanimité comme candidat du Parti au Conseil d'arrondissement. Malgré la défection des radicaux de l'Hôtel de Ville, qui ne rougissent pas de faire le jeu de la réaction, c'est à une victoire socialiste que nous allons le 31 juillet.

**Marseille**

1<sup>er</sup> canton, Conseil général ; Guichet.  
2<sup>e</sup> canton, Conseil général, Marius Boyer.  
4<sup>e</sup> canton, conseiller d'arrondissement : Bicaï.  
La Ciotat, conseiller général : Gassion.  
Berre, conseiller général : Reynoir.

**LA PRESSE DU PARTI**

**Le Réveil du Nord** (quotidien), Lille.

**L'Egalité** (quotidien), Roubaix.

**Le Réveil Social** (hebdomadaire), Bordeaux.

**Le Droit du Peuple** (hebdomadaire), Grenoble.

**Le Réveil des Travailleurs** (hebdomadaire), Troyes.

**Le Socialiste de l'Allier** (hebdomadaire), Montluçon.

**L'Avant-Garde** (hebdomad.), Roanne.

**Le Républicain** (hebdomadaire), Perpignan.

**L'Écho des Deux-Sèvres** (hebdomadaire), Niort.

**La République Sociale** (hebdomadaire), Narbonne.

**Le Combat** (hebdomadaire), Calais.

**La Montagne** (hebdomadaire), Marseille.

**Journal officiel de la fédération de la région parisienne** (mensuel), Paris.

**LE SOCIALISTE**

ORGANE CENTRAL

DU PARTI OUVRIER FRANÇAIS

Paraissant le Dimanche

SOUS LA DIRECTION DU CONSEIL NATIONAL

PRINCIPAUX COLLABORATEURS

PAUL LAFARGUE — JULES GUESDE

A. ZÉVAËS — CH. BONNIER — G. FARJAT —

ED. FORTIN — D<sup>r</sup> DELON — ALINE VALETTE

R. LAVIGNE — D<sup>r</sup> BACH — SIAUVE-ÉVAUSY

CHARLES BRUNELLIÈRE — H. MILLET

G. BERTRAND — ANTHELME SIMON — COLMAR

P. DRAMAS — D<sup>r</sup> Z... — ETC.

CORRESPONDANTS

BAILLEUL, Roubaix — MAZOYER, Alais

MICHEL, Roanne — P. VALLAT, Cette —

GABOT, Boucau — CACHIN, Bordeaux

CH. FOUILLAND, Montluçon

H. BÈS, Castres — TROUILLE, Agen

MANALT, Perpignan — DOGNIN, Grenoble

ROGNON, Lyon — J. COULET, Marseille

MARLE, Lille — ETC.

Le Gérant : A. DELADERERE.

Ce journal est composé par des typographes syndiqués.

Paris — A. Désiré, 25, rue Buffault.

**Force — Energie — Santé — Vigueur**

**GUÉRISON RADICALE ET PROMPTE**  
de Chlorose, Rachitisme  
Anémie, Neurasthénie, Lymphathisme  
Pâles Couleurs

Demandez dans toutes les Pharmacies

**LE BIOGÈNE**

Fortifiant unique et par excellence du Sang

**NUTRITIF**

des systèmes Nerveux et Osseux

Régulateur des fonctions de l'Estomac  
et des Voies respiratoires.

PARIS — 253, RUE de BELLEVILLE  
Pharmacie du Progrès

**PASTILLES VOCALES PARISOT**

Les produits entrant dans la composition de ces pastilles sont les véritables spécifiques des cordes vocales et des voies respiratoires

Nos meilleurs orateurs, nos plus grands artistes ne doivent leur succès qu'à l'emploi de ces pastilles (8 à 10 par jour.)

LA BOITE : 2 FRANCS

**VAUVILLE, pharmacien à Levallois**